

L'Indépendant Le 4ème Pouvoir

Journal Togolais d'Informations Générales d'Analyses Politique et de Publicité **Express**

CHRONIQUE / Présidentielle 2015 : Inquiétante démobilisation

Révision des listes électorales

La CENI reconnaît les ratés et prolonge l'opération

Affaire Bonnet contre Total :



Esaw Koffi. Min de ja justice



Tchitchao TCHALIM, Ex Min. de la Justice

Les saboteurs de la justice togolaise imposent le statu quo

Porteur et activiste du développement

L'Indépendant Express a reçu le prix de l'Excellence de l'ODC



Encourager, féliciter et honorer l'excellence, c'est la mission que s'est assignée l'Opération Développement en compétition. Et c'est justement pour cette mission que cette association a voulu au cours d'une soirée tenue en fin de weekend dernier

Loucherie dans la microfinance

JPC : une COOPEC à Agoé-Kossigan a bouffé l'argent des épargnants

Depuis Addis-Abeba, **Robert DUSSEY** expose la Paix et la sécurité

Le micro de l'Indépendant Express

Les togolais sont très révoltés contre les Nigériens IBO



Christian, le Ibo présumé coupable

Tabligbo : Le préfet Toudéka molesté par les femmes

Le Préfet de Yoto, Komlan Toudéka a eu chaud samedi dernier dans ses propres locaux de la préfecture. Les femmes qui ont quitté la localité d'Essè Zogbédjé, révoltées contre son coup tordu sur l'intronisation de leur chef Amou l'ont pris à partie. Il a tenté de fuir en vain mais a échappé bel à



L'actualité continue sur www.independantexpress.com

CHRONIQUE

Présidentielle 2015 :
Inquiétante démobilisation

Pendant que certains partis politiques de l'opposition continuent d'affirmer haut et fort qu'ils n'imaginent pas l'organisation d'une quelconque élection sans les réformes constitutionnelles et institutionnelles, les préparatifs pour l'élection présidentielle de 2015 vont bon train du côté de la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI).

Dans cette perspective, l'opération de révision des listes électorales s'est achevée hier dans la zone 1 qui comprend Lomé et ses environs ainsi que les préfectures environnantes. Cette opération est censée permettre à ceux qui n'avaient pas encore l'âge légal de voter en 2013 et qui aujourd'hui ont atteint cet âge de le faire, à ces personnes qui avaient participé au vote en 2013 mais qui aujourd'hui ont perdu leur carte de se faire délivrer un duplicata et enfin à ceux qui pour une raison ou une autre ont changé de lieu d'habitation de faire le transfert de leur nom vers ce nouveau lieu.

Prévue pour se tenir du 20 au 26 janvier 2015, cette opération de révision des listes électorales vient de prendre fin donc hier dans cette zone sans une véritable mobilisation de la population généralement favorable à l'opposition.

L'absence de mobilisation de la population pour prendre part à cette opération a été dénoncée dans bon nombre d'états généraux de partis d'opposition.

Selon ceux-ci, la CENI a un budget de communication pour mener à bien cette mission d'information.

On ne comprend donc pas pourquoi les choses ont été faites à minima au niveau de la mobilisation dans la zone 1 qui est pourtant la plus peuplée du Togo.

Elle regroupe à elle seule, près de la moitié de l'électorat selon les chiffres du dernier recensement électoral effectué en 2013.

Certains expliquent cette situation par une intention délibérée de la CENI de provoquer une démobilisation de la population en âge de voter en vue de provoquer une faible participation dans cette zone.

Mais pour certains analystes de la situation socio politique au Togo, les potentiels électeurs sont de plus en plus agacés par la monotonie des élections qui conduisent toujours aux mêmes résultats au Togo. D'aucuns estiment que les dés sont pipés d'avance et qu'il ne sert à rien de s'arracher pour une opération dont les résultats sont connus avant le jour J.

Pour ces gens, la transparence n'est toujours pas au rendez-vous dans les différentes élections au Togo.

Mais une chose est évidente, c'est qu'il y a un véritable malaise au sein de la population togolaise par rapport à l'organisation des élections au Togo.

Dans un pays où des gens ont été violentés ou tués lors des opérations électorales, il n'est pas étonnant de voir ces gens être allergiques quand il s'agit de nouvelles élections.

Et tant qu'une alternance ne se réalisera pas pour servir d'exemple qu'une élection est une compétition ouverte, les gens continueront à croire que le pays risque de trembler si ce ne sont pas les vainqueurs de toujours qui gagnent.

Ce qui est sûr, si les élections restent dans la logique du statu quo actuel, il est évident qu'on va évoluer de plus en plus vers des élections à faible participation à l'avenir.

Si les élections ne donnent toujours pas lieu à des compétitions ouvertes ou tout du moins à un suspens, le pays sera confronté à une population lassée de voter pour aboutir aux mêmes résultats qui conduiront aux mêmes conséquences.

Et si au lieu de coupler les élections pour éviter de convoquer les électeurs chaque deux (02) ans pour une élection, cela précipitera à cette lassitude d'une population qui n'aura plus confiance à une élection pour changer quoi que ce soit à ses difficultés quotidiennes.

Les gens doivent comprendre que la monotonie va tuer notre jeune démocratie. C'est pour cela qu'il faut faire à tout pris les réformes.

Il ne faut pas attendre que ce qui s'est passé au Burkina nous arrive un jour avant de faire ces réformes car en ce moment les politiques seront sous la pression du peuple et n'auront pas forcément la quiétude pour faire ces réformes.

Il serait plus sage de faire les réformes au moment où la marge de manœuvre des politiques est forte.

O.Y.Nasser

Insolites

Un drone chargé de trois kilos de drogue synthétique, qui essayait de franchir la frontière entre le Mexique et les États-Unis, est tombé sous le poids de sa cargaison près d'un centre commercial de Tijuana.

Transporter la drogue grâce à un drone. C'est la dernière idée trouvée par les trafiquants de drogue mexicains. Mais celle-ci n'est pas encore tout à fait au point. Un engin chargé de trois kilos de drogue synthétique, qui essayait de franchir la frontière entre le Mexique et les États-Unis, est ainsi tombé sous le poids de sa cargaison près d'un centre commercial de Tijuana, a annoncé mercredi la police. Les employés du centre commercial, situé à une centaine de mètres de la frontière, "ont détecté un engin volant, pas commun" sur le parking, a expliqué à la presse locale Patricia Sida Silke, directrice de la police municipale.

"Quand ils se sont rapprochés, ils se sont rendus compte que c'était un 'drone' piloté d'un autre endroit par télécommande", a-t-elle ajouté. Selon la policière, le drone n'a sans doute pas supporté le poids de sa charge, répartie en six paquets scotchés sur les ailes de l'appareil. Les autorités fédérales ont saisi l'engin et la drogue mais pour l'instant aucune arrestation n'a eu lieu.

Les narcotrafiquants mexicains rivalisent d'imagination pour faire passer leur marchandise aux États-Unis, de l'utilisation de migrants sans papiers pour camoufler la drogue dans leurs sacs à dos au creusement de tunnels sophistiqués sous la frontière, en passant par des catapultes.



Expression du Jour

ETRE DANS DE BEAUX DRAPS

signification

« Se mettre dans de beaux draps » signifie se retrouver dans une situation compliquée.

Les draps ont longtemps désigné les « habits ». Autrefois, on disait « être dans de beaux draps blancs ». Cette expression décrivait une situation honteuse. En effet, à cette époque, les gens accusés de luxure devaient assister à la messe habillés de blanc, ce qui devait faire ressortir les aspects « noirs » de leur vie.

Jusqu'à la fin du XVIIe siècle, « mettre un homme en beaux draps blancs » signifiait le critiquer. « Etre dans de beaux draps blancs » voulait donc dire que l'on était sujet aux moqueries, que l'on était dans une mauvaise situation.

Aujourd'hui le qualificatif « blanc » a disparu, mais le sens de l'expression n'a pas changé.

L'Indépendant
Le 4ème Pouvoir
Journal Populaire, Démocratique, Quotidien
d'Économie Politique et de Politique

Journal édité par l'Agence de
Communication et de Presse Internationale
(ACP INTER)

Siège Social: Rue Diamant angle rue de la
Continuité - Villa de la Fortune Qt
Adidogomé Wonyomé
BP 254 Lomé - Togo Tél 228 23 20 41 66

L'information est une vocation

Directeur Général

et Directeur de Publication:

Carlos Komlanvi KETOHOU

Cel: (00228) 90 04 80 68 /

23 20 41 66

Secrétaire de Rédaction:

Andreas DAGAWA

Rédaction:

Carlos Keith's

Alfredo Philomèna

Richard AZIAGUE

Sarah Jennifer

Rodolph TOMEKAH

Service Commercial

AYIKA Ekoué Teddy

91 91 25 20

Marketing et Distribution:

Dodji KETOHOU

Maison de la Presse

Case N°1

PAO:

ACP INTER

AYIKA Ekoué Teddy

(Tél: 2320 41 66)

RECEPISSE N°0311/14/03/07/HAAC

www.independantexpress.com

Révision des listes électorales

La CENI reconnaît les ratés et prolonge l'opération

La commission Electorale Nationale Indépendante (CENI) a prolongé d'une journée la première étape du processus de révision des listes électorales censée prendre fin hier. Pour cette première zone, qui constitue les 2/3 des électeurs, la révision des listes électorales dans les différents Centre de Révision et de Vote (CRV) s'est bien déroulée en tout cas selon les informations données par la Commission de Taffa Tabiou. Cap sur les deux dernières étapes, celles des zones 2 et 3. Mais après une semaine de révision des listes électorales, la population et les responsables de partis d'opposition restent toujours sur leur faim par rapport aux travaux de la Commission chargée d'organiser la présidentielle de cette année... Des ratés sont signalés dans plusieurs centres de recensement et de vote. Ce que reconnaît visiblement la CENI en prolongeant l'opération de 24h qui restent insuffisantes.

Débutée dans la première zone qui rassemble le grand Lomé, l'Avé, le Yoto, le Vo, les Lacs, le Bas-Mono, le Zio, l'Agou et le Kloto le 20 janvier dernier, la première étape de la révision des listes électorales s'est achevée hier pour ce qui concerne cette première zone.

Mais malgré les différentes inquiétudes soulevées de part et d'autre, que ce soient acteurs de la société civile, responsables de partis ou encore leaders d'opinion, par rapport à cette étape, elle s'est déroulée et ceci avec son collège de doutes.

Comme les années précédentes, le processus de la révision de listes électorales a rimé avec des pannes d'imprimantes, lenteurs des opérateurs de saisis, retard dans le déploiement des kits, mauvais fonctionnement des webcams, défaillance du fichier électoral. La Commission Electorale Nationale Indépendante a donc encore enregistré les mêmes problèmes.

Aux Centres de Recensement et de Vote de l'école primaire Ivoire à Adakpamé, au CRV du lycée de Bè-Kpota, il y a eu des problèmes par rapport au processus. Pour Akpéné, jeune commerçante venue le mercredi 21 janvier dernier pour se faire un duplicata de sa carte d'électeur, au CEG d'Adakpamé-Dabalakondji, le processus est émaillé de désordres : « Je suis venue ici le premier jour pour me faire un duplicata, il n'y avait pas de kits. C'est donc ce matin pratiquement à 12h qu'ils débarquent avec les kits. Je suis sûr qu'avec le temps perdu pour installer les matériels et commencer la révision, il se fera tard. Il faut que la CENI revoit sa manière de travailler pour que tous puissent s'inscrire normalement ».

Même son de cloche au niveau de Patrick, jeune majeur qui vient s'établir sa carte pour la première fois : « c'est ma première fois, et c'est de mon devoir d'accomplir ce devoir citoyen. Sauf que les Opérateurs de Saisis ne sont pas assez rapides et plus grave encore, les imprimantes ont eu une panne. Et pour ça, j'ai fais au moins 45 minutes à l'intérieur. Avant d'ajouter qu'il faut que tout togolais en âge de voter aille s'inscrire peu importe les problèmes liés au dit processus ».

Au centre de recensement et de vote de l'école primaire de

Wonyomé, c'est autre cas de ratés. Dans les CRV de cet établissement, ce sont carrément les cartes qui sont finis, ceci avant la fin du processus : « Quand on

toujours problème et les inquiétudes d'une élection fraudée se fondent au jour le jour.

En dépit de tout ceci, et durant une semaine donc, les togolais de

constatée sur place laisse présager des lendemains sombres pour le pays.

Un lendemain électoral sombre...

La CENI ne rassure entièrement pas dans le processus de révision des listes électorales amorcée dans la première zone. Tout d'abord le Mouvement des Républicains Centristes MRC de

TABIOU sont décriées par les populations : « ils nous demandent de venir nous inscrire et au même moment ils nous apportent pas mais truffés de doublons, qu'est ce qui prouve alors l'authenticité et l'efficacité de ces kits commandés avec le fond du contribuable togolais », a laissé entendre Alek, venu pour la révision des listes.

D'autres carrément qui menacent et préviennent : « on voit comment les choses se passent ici dans la première zone. Comment serait-elle à l'intérieur du pays pour ce qui concerne les deux dernières zones ? Qu'est-ce qui prouve que les vols, l'enregistrement des mineurs et l'enrôlement des étrangers ne seront pas érigés en règle ? Nous avons une élection et pas la moindre en vue, il faut que la CENI respecte la population et qu'elle fasse son travail si elle veut une élection apaisée », menace TAGBA Naka très remontée contre la manière dont se déroule le processus.

Ailleurs, les gens restent ailleurs face au processus et aux répressions et empêchement des manifestations : « J'ai été arrêté et molesté à Bè Kpota par les forces de sécurité, ils m'ont menacé et rôdent autour de moi, cela ne m'empêchera pas de voter pour l'alternance... » a confié Koumesso Komlan, jeune activiste et provocateur lors des manifestations. Yelou Kokouvi lui ne démissionne pas face aux intimidations. Lors d'une récente marche, il a été arrêté avec plusieurs autres manifestants : « Je peux donner ma vie, lorsqu'il s'agit de faire naître l'alternance aux côtés de l'opposition... » Menace t-il.

Tous les togolais face au présent incertain ont en mémoire les tristes événements de 2005 qui ont causé selon le rapport de l'ONU plus de 500 morts.

Les prises de positions actuelles de part et d'autre ne présagent pas une atmosphère sereine pour l'élection présidentielle à venir.

En somme, les ratés constatés dans les travaux de la commission Electorale Nationale Indépendante font planer des crises d'un avenir incertain pour le Togo. Taffa TABIOU et son équipe doivent revoir leurs copies pour rectifier le tir pour les prochaines opérations du processus électoral. L'avenir politique de notre pays en dépend...

Richard AZIAGUE



Taffa TABIOU, pdt de la CENI

signale le manque de cartes à notre niveau, le Président ne nous envoie qu'une dizaine de cartes alors que nous avons une longue queue de gens à servir », nous a confié un des responsables du CRV.

Au centre de ces différentes irrégularités, la problématique du fichier électoral. C'est ce que le numéro 1 du Parti des Togolais a tenté de relever en proposant même son savoir-faire et son accompagnement à la Commission Electorale Nationale Indépendante pour apporter beaucoup plus de lumière et de cohérence dans les activités de la Commission.

En séance de travail la semaine dernière avec les responsables techniques de la CENI, l'informaticien du Parti des Togolais proposa de faire l'audit du fichier électoral et ceci peu importe combien cela pourrait coûter. Parce que selon Alberto OLYMPIO, avec le fichier électoral actuel, Faure GNASSINGBE n'est pas loin de gagner les élections à près de 70%.

Une proposition balayée du revers de la main par la CENI. L'équipe de Taffa TABIOU a dit non à la proposition de l'ingénieur informatique. De ce fait la problématique de biométrie du fichier électoral pose

la première zone ont répondu à l'appel de la CENI, sauf quelques uns qui restent toujours réticents par rapport à ce processus. La Commission Electorale Nationale Indépendante a ainsi fini pour le compte de la première zone le processus de la révision des listes électorales.

Cap désormais sur les deuxièmes et troisièmes zones dans les tous prochains jours.

Mais pour bon nombre d'électeurs, la CENI doit œuvrer pour que les problèmes rencontrés dans la zone 1 puissent être évités dans les deux dernières zones et demandent aux observateurs et représentants des partis politiques de veiller à ce que seuls les citoyens en âge de voter puissent se faire inscrire. Et pour ceci, la population que ce soit celle de la première zone semble ou les autres, menacent et préviennent. La manière dont le processus de révision de la liste électorale avance, surtout avec ces irrégularités et avec l'excitation de la population

Frederick Abbas KABOUA déplore la qualité des différents kits déployés pour cette première zone. Selon le patron du MRC, 75% des kits déployés sont défectueux.

En plus de cette défaillance, le président du MRC trouve « inexplicable qu'au cours des tests de stimulation à l'Hôtel le Berceau à Notsé sur la fiabilité des kits à détecter les doublons, le président de CENI a pu s'inscrire sous deux (02) noms différents sur le même kit sans que ce dernier ne le rejette ». « Où se trouve donc la fiabilité des kits dans la détection des doublons ? » S'interroge Abbas KABOUA.

Outre ces remarques et irrégularités soulevées par Abbas KABOUA, d'autres constats faits ici et là dans les différents CRV poussent simplement à dire que les choses ne sont pas loin de se compliquer face à l'échéance capitale qu'attend le Togo. Les activités de l'institution de Taffa

Affaire Bonnet contre Total :

Les saboteurs de la justice togolaise imposent le statu quo

Si la justice togolaise est décriée par l'opinion nationale et internationale et continue de faire l'objet de critiques sur ses dérives quotidiennes, c'est parce qu'elle est prise en otage par les acteurs, ceux la même qui devraient faire leur travail, dire simplement le droit au profit du justiciable. Dans la foulée, ministres et magistrats, juges et avocats s'érigent en fossyeurs de la justice togolaise. Plusieurs affaires croupissent sous le poids de ces hommes et détraquent quotidiennement la chronique. Celle qui nous concerne dans le présent article est l'affaire Bonnet, du nom de cet expatrié français qui a été victime de l'explosion du gaz butane qu'il s'est procuré sur le marché. 12 ans après avocats et juges continuent de la tourner en bourrique, les assurances quant à elles s'en frottent les mains, impunément. Retour sur une affaire qui risque d'être portée devant la cour de justice de la CEDEAO.

Si l'Union Togolaise des Banques continue d'exister aujourd'hui, c'est par miracle de ses administrateurs, puisque, certaines personnes ont tout simplement tenté de faire disparaître cette banque. A ce jour, Me Tchitchao Tchelim doit des centaines de millions à l'UTB dans des conditions scandaleuses sur lesquelles nous reviendrons. Cette illustration pour présenter cet avocat du gouvernement (jusqu'à un passé récent) et ancien ministre de la justice. C'est lui qui a été chargé par la victime de l'explosion de la bouteille de gaz de défendre le dossier et de le faire rentrer dans ses droits. Me Tchelim dans son parcours d'avocat couronné par le portefeuille de ministre de la justice et dans la gestion de cette affaire avec son épouse n'a jamais pu faire bouger ce dossier millimètre. Pire, lorsque le client l'interpelle pour en savoir plus, il argue sans vergogne que c'est un juge qui a bloqué le dossier et qu'il va réussir à le reprendre de ses mains. C'est un scandale pour un



avocat qui connaît son travail de justifier un énième renvoi du dossier par des motifs fallacieux et ridicules à la limite. Le juge est malade, l'avocat de la partie adverse est en voyage, ou encore le dossier n'avait pas été enrôlé. Ce qui fait battre au dossier Bonnet un record de renvoi et de longévité dans les couloirs de la justice togolaise. 12 ans déjà que la procédure est en cours, avec une cinquantaine de renvois. Mais malgré tout ceci, l'avocat de

Monsieur Bonnet n'est pas capable à ce jour de dire à quel niveau exactement le dossier se situe, ce qui autorise toutes sortes de suspensions sur cette affaire et sur la crédibilité de l'avocat. Ou bien il est incompétent, ou bien il s'est fait corrompre ou encore il est bloqué par un intérêt qu'il faille chercher.

Des faits qui remontent en 2003

En mai 2003, le restaurateur français Philippe Bonnet était allé se procurer du gaz Butane pour les besoins de son restaurant (l'un des célèbres de la place) dans la station d'essence Texaco sise à l'avenue Duisbourg à Kodjoviakopé.

En démarrant, il a senti l'odeur suspecte du gaz qui devrait signaler une fuite. Il a réajusté les bouchons avant de redémarrer la Volvo. Grande surprise, les bouteilles ont explosé entraînant la voiture et son occupant qui a perdu connaissance, évacué par avion médicalisée à l'hôpital des armées en France pour se faire plonger pendant trois mois dans les coma avant de subir un traitement assez délicat à la hauteur de l'hôpital des armées en France.

Le sieur Philippe Bonnet traîne encore les séquelles physiques et psychologiques et d'énormes dommages d'ordre financier qui devraient être réparés si son conseil avait été sérieux. 12 ans après, on a l'impression dans une complicité nébuleuse que le dossier n'a pas encore franchi la toute première étape de son instruction.

La justice sur la sellette

C'est incompréhensible qu'une affaire de dédommagement et de responsabilité des compagnies d'assurance puisse traîner à ce point dans une justice normale. Depuis 2003, la justice togolaise a connu des grands magistrats, des juges patentés, des avocats chevronnés et des ministres de la justice relativement bons ou mauvais (Me Tchelim faisant sans doute partie des brebis galeuses.)

Mais face à ce dossier, comme dans beaucoup d'autres, personne n'a osé lever le petit doigt pour le faire bouger, laissant la victime dans une impasse sans précédent. C'est une affaire qui vient s'ajouter à plusieurs autres et qui connaissent de plus en plus des renouvellements que sur le plan sous-régional avec la cour de justice de la CEDEAO qui pour la plupart du temps désavoue la justice togolaise ou condamne le pays pour des irrégularités liées aux jugements.

Les sociétés Total et Texaco (devenu MRS) chez qui la victime est allé se procurer les bouteilles explosives de gaz restent indifférentes face à la complicité. Elles sont pourtant informées de la base au sommet de leurs directions respectives surtout en ce qui concerne Total du problème au

suite à la page 5

Loucherie dans la microfinance

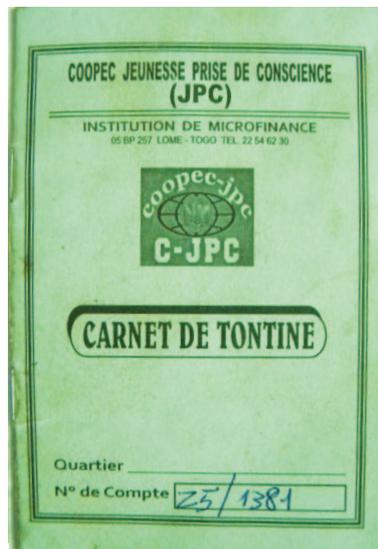
JPC : une COOPEC à Agoé-Kossigan a bouffé l'argent des épargnants

Loin de fructifier leurs propres revenus quotidiennes, les institutions de micro finance sont une chance pour les populations de par leur situation ou emplacement. Emboitant ainsi le pas des banques, nombreuses sont les Institutions de MicroFinance installées de façon illégale sur le sol togolais. C'est le cas aujourd'hui de la COOPEC Jeunesse Prise de Conscience (JPC) basée à Agoé Kossigan ; une institution fantôme qui attise la colère des uns et donne l'envie de pleurer à d'autres après avoir confisqué des sommes colossales que les promoteurs refusent de rembourser.

Hier matin, la bagarre a éclaté devant le siège de cette microfinance sauvage à Agoé Kossigan. Cette pauvre dame a épargné 95 mille francs CFA et depuis plus de ceux n'arrive pas à rentrer en possession de son argent. Hier matin, elle sollicitait juste 500 FCFA pour aller subvenir aux besoins nutritionnels de ses enfants qui sont allés à l'école le ventre vide. Elle est repartie en larmes, les responsables n'ont pu lui donner la modique pièce de 500 F sur les 95000. Ceux qui n'ont pas supporté ont manifesté leur colère contre

ces voleurs avant d'aller leur faire convoquer au tribunal. Suite à la mauvaise gestion qui ont émaillé la JPC, son président fondateur, qui s'en est sorti avec un véhicule neuf attendant bonnement sa plaque d'immatriculation avec sans doute l'argent des épargnants, vient sur les lieux rarement et ce n'est qu'un certain LASSEY Lazard ; gérant de cette institution qui joue au pompier. Les plaintes continuent par faire surface jour et nuit sans qu'une solution adéquate ne soit trouvée. Le mal ayant atteint son paroxysme, 17 membres ce sont réunis ce lundi 26 janvier 2015 et ont rame-

né à l'ancien siège de l'institution aujourd'hui fermé, une convoca-



tion en bonne et due forme. Elle fut reçue par l'ex-gérant dans une boutique en bas de l'immeuble transformée en salle d'attente.

L'institution est enfin attendue à comparaître devant la juge KAPITAIS Yawa. Une multitude de micro finance reste encore à nos jours à cette même étape. Elles ont été mise en place clandestinement et sans aucune accréditation.

Les employés sont souvent sans formation préalable et les

pauvres populations deviennent des bouc-émissaires de ces escrocs. Ces institutions cavalières finissent par s'écrouler de jour au lendemain comme un château de cartes avec l'argent de pauvres épargnants.

Ceci doit interpeller toutes ces institutions à s'implanter dorénavant de façon légale et aussi les Associations des Professionnels d'Institution de Micro finance a plus de rigueurs.

Le gouvernement, notamment le ministère des finances à la responsabilité de réglementer le secteur des microfinances pour éviter que les populations tombent dans les pièges des escrocs comme c'est le cas pour le JPC. Vivement attendu, nous y reviendrons dans les prochaines parutions.

Herve A.

Insolite dans le Yoto

Tabligbo : Le préfet Toudéka molesté par les femmes

Le Préfet de Yoto, Komlan Toudéka a eu chaud samedi dernier dans ses propres locaux de la préfecture. Les femmes qui ont quitté la localité d'Essè Zogbedji, révoltées contre son coup tordu sur l'intronisation de leur chef Amou l'ont pris à partie. Il a tenté de fuir en vain mais a échappé bel à des femmes qui lui criaient dessus. Il est resté longtemps séquestré dans les locaux avant de se faire délivrer par deux gardiens de préfecture.

La tension était vive dans les jardins de la préfecture de Yoto samedi dernier. D'un côté des dizaines d'employés de Wacem, fortia et paperbag qui poursuivaient leurs manifestations sur les conditions de vie et de travail et l'exploitation abusive dont ils sont victimes de la part de bourreaux indiens, de l'autre une délégation venue d'Essè Zogbedji.

L'homme qui était attendu sur les lieux et qui savait que les manifestants étaient prêts à en découdre avec lui a voulu faire un peu de zèle pour leur parler. Il a été envahi pour la foule principalement des femmes qui l'ont pris à partie l'en ayant pris par les cols et en lui tirant sur sa veste kaki. Sa peau accidentellement claire s'est rougie d'un coup et ses yeux ont commencé à briller de peur à l'issue des cris qui s'élevaient de la foule « voleur, menteur, preneur de femmes d'autrui, don juan, rend nous notre argent... » scandaient les femmes très révoltées.

Les manifestants l'ont séquestrés et sachant qu'ils avaient raison de lui demander d'appeler la gendarmerie pour venir le délivrer, option qu'il n'a jamais pu choisir.

La seule solution pour lui est de tenter de fuir pour accéder à son bureau. Un groupe s'est détaché et l'a suivi jusqu'à son dernier retronchement. Deux gardiens de préfecture sont venus à son secours et a réussi à faire rentrer une partie de son corps dans le bureau. Mais une partie de la

veste du préfet est restée dehors entre les mains des femmes qui tentaient de le tirer vers l'extérieur. Finalement il a réussi à s'en sortir avec une partie de son habit restée entre les mains des manifestants qui l'ont attendu longtemps sur place avant de se disperser. Ce qui est arrivé au préfet de Yoto est drôle mais très sérieux.

Les témoignages nous font état de l'indifférence et le mépris qu'il manifeste envers les populations. D'après les informations, l'homme, vachement corrompu, prend toujours partie pour les plus offrants, ce qui suscite quotidiennement des révoltes au sein de la population.

A ce jour, il n'est pas arrivé à régler le problème des ouvriers des sociétés minières de la ville. Les manifestations se poursuivent.

Pour le cas d'Essè Zogbedji, il a réussi à monter un coup tordu pour empêcher l'intronisation du Chef d'Essè Zogbedji en cachant à la population une information du premier ministre qui lui avait demandé deux semaines plutôt d'obtenir le report de l'intronisation.

Ce dossier a été rendu public dans notre dernier numéro qui est épuisé sans que plusieurs personnes n'aient l'occasion de le parcourir. Pour le plaisir de nos lecteurs, nous repassons l'article sur la façon dont le Premier ministre a désavoué son ministre de l'administration territoriale en donnant des contre-ordres sans prévenir Bawara, et comment le préfet à



son tour mis en difficulté le PM en ne transmettant pas un ordre.

Chefferie Essè Zogbedji: Le PM désavoue Bawara, le préfet Toudeka dribble Ahoomey-Zunu

La chefferie à Essè Zogbedji refait surface et continue d'être source de polémique, d'incohérence et de dribble. Alors que le ministre de l'administration territoriale et des collectivités locales après plusieurs mois d'investigations avec le soutien de la gendarmerie locale, du chef canton et du chef Agokoli (président des Chefs traditionnels du Togo), donnait le trône d'Essè Zogbedji aux Amouh, le préfet du Yoto Toudeka vient une fois encore mettre le pied dans le plat en sortant un

nouveau numéro.

En effet la polémique liée aux problèmes de chefferie à Essè Zogbedji a longtemps été alimentée par le préfet. Celui-ci, penchant pour une autre famille (les DODOR) comme chef de Essè Zogbedji faisait feu de tout bois pour voir réaliser son souhait. Mais le ministre Bawara suite aux enquêtes dans le village et ses environs a trouvé légitime de remettre le trône aux propriétaires c'est-à-dire les AMOUH. L'arrêté a été donc signé et devrait être remis au chef Amou Tété.

Tout allait bien et la date de l'intronisation du nouveau chef traditionnel en la personne de Néné Tété AMOUH-AGUIDI IV était prévue pour le samedi 18 janvier dernier.

Mais coup de théâtre, à la veille de cette intronisation, c'est à dire le vendredi 17 janvier 2015, le préfet de Yoto TOUDEKA convoque la famille royale dans son bureau et l'informe de la suspension des préparatifs des festivités.

Selon le préfet, c'est le premier ministre togolais AHOOMEY ZUNU qui a demandé par téléphone l'annulation de l'intronisation qui est reportée sine die.

Du coup, le constat est clair : le Premier ministre désavoue son ministre de l'administration territoriale Gilbert Bawara dans les enquêtes et la signature de l'arrêté. Sinon comment peut-on comprendre que Gilbert Bawara confirme l'intronisation d'un chef et au même moment le Premier ministre l'annule sans autre forme de procès ?

La réponse est simple. D'après nos enquêtes, le chef désavoué, le sieur DODOR a une entrée sur fond de corruption au ministère de l'administration territoriale. C'est le sieur MIPAM qui est le maître à jouer à tous les coups tordus sur les questions de chefferies. Les protagonistes des crises de chefferies dans plusieurs localités nous ont confié qu'il suffit de faire des cadeaux en argent ou en nature au sieur MIPAM pour se voir aider dans l'attribution de la chefferie. Des centaines de milliers de FCFA, des ignames,

des volailles, du bétail, des poissons fumés et des promesses de terres sont les produits de corruption au sieur MIPAM décrit par plusieurs chefferies dans les villages.

Sur la chefferie d'Essè Zogbedji justement, il s'agit d'un coup monté entre Mipam en question et le préfet Toudéka, qui après la signature de l'arrêté pour les Amou ont monté une histoire de clarification du statut de chef traditionnel, de chef de terre ou de trône.

Le coup monté a été servi au Premier ministre qui a vite fait de suspendre l'intronisation sans chercher à aller dans les détails.

Ahoomey-Zunu, le Premier Ministre d'après les informations provenant de la Primature, a signalé au préfet de Yoto depuis deux semaines de demander à la population d'attendre que la contre-enquête s'effectue et de suspendre l'intronisation.

Mais la complicité Mipam-Toudeka a réussi à cacher l'information jusqu'à la veille de l'événement pour jeter l'information aux yeux des populations d'Essè Zogbedji.

C'est la désobéissance et le sabotage systématique de la parole et de l'image du chef de l'exécutif par le Préfet Toudéka. Pire il a poussé le cynisme d'encaisser discrètement de l'argent des populations sous prétexte de se déplacer pour introniser le chef, sachant bien que la cérémonie n'aura pas lieu.

Toutes les dépenses liées aux préparatifs de la manifestation en restauration, en accueil, en décoration et même en réfection de la route liées à l'intronisation viennent d'être jetées à l'eau.

Des millions de FCFA perdus par la volonté d'un homme : le préfet Toudéka qui n'a pas seulement puni les villageois, mais aussi nargué et dribblé Ahoomey-Zunu, en camouflant pendant deux semaines l'annulation de la manifestation.

Samedi dernier, il en a eu pour son compte. La population d'Essè-Zogbedji s'est déplacée à Tabligbo pour séquestrer le préfet et le sommer de rembourser les dépenses effectuées par la faute de son cynisme et de sa désobéissance au Premier ministre.

C'est assez curieux que dans un Etat, les décisions se chevauchent et se contredisent et l'autorité d'un Premier ministre est mis en cause et bafoué par un simple préfet, en toute impunité.

Des sanctions sont prévues, d'après nos informations, non seulement à l'encontre du préfet indélicat mais aussi de Mipam, le fonctionnaire corrompu de l'administration territoriale.

La Primature a rassuré les détenteurs du trône pour l'intronisation qui aura lieu dans les prochaines semaines.

Richard AZIAGUE

Affaire Bonnet contre Total : Les saboteurs de la justice togolaise imposent le statu quo

suite de la page 4

Togo. Pire, les compagnies d'assurance qui sont impliquées dans cette affaire végètent elles aussi dans cette atmosphère de non-droit attendant une décision de justice qui a du mal à tomber.

A GTA-C2A, c'est le silence total, l'Union des Assurances du Togo UAT ne semble pas concernée par cette affaire. L'AGT devenue Allianz informé jusqu'en France ne donne aucune impression de sortir cette arête de la gorge. Ce qui pose un véritable problème de responsabilité face au crime et à la défaillance de certains produits de consommation comme le gaz butane.

C'est vrai, les partenaires connaissent les difficultés et les dérives de la justice togolaise, pensant qu'une véritable réforme de l'appareil pourrait amener les pratiquants du droit à le dire. La France et d'autres partenaires ont déjà financé à hauteur de plusieurs milliards de FCFA les réformes au niveau de la justice. Mais rien ne semble bouger et les justiciables sont de plus en plus obligés de solliciter les juridictions internationales pour se faire justice ce qui est anormale.

Entre temps, le pasteur, nouveau ministre de la justice à sa nomination a promis remettre de l'ordre dans ce secteur en évacuant les multiples affaires qui brillent

par leur longévité dans les couloirs et en les faisant trancher. Koffi ESAW a donc, visiblement prêché dans le désert en tentant de remettre de l'ordre dans ce secteur qui est aussi un indicateur très important de l'Etat de droit et de la démocratie, ainsi que de la bonne gouvernance.

Carlos KETOHO

Porteur et activiste du développement

L'Indépendant Express a reçu le prix de l'Excellence de l'ODC

Encourager, féliciter et honorer l'excellence, c'est la mission que s'est assignée l'Opération Développement en compétition. Et c'est justement pour cette mission que cette association a voulu au cours d'une soirée tenue en fin de weekend dernier récompenser les compatriotes et les structures qui ont œuvré en 2014 pour le développement du pays. C'est une initiative de la délégation de la préfecture du Golfe. Votre journal L'Indépendant Express a aussi bénéficié du prix de l'Excellence, au même titre que de grands noms et de grandes entreprises.



Aboka Kossi, pdt de l'ODC

Plus d'une vingtaine d'acteurs au développement de notre pays sont honorés dimanche dernier à Lomé. Les autorités gouvernementales, les acteurs de la société civile, les entrepreneurs, les innovateurs ou encore médias, ont reçu des prix d'excellence ou des diplômes de mérites avec pour grand prix un trophée au meilleur. Organisée par l'association Opération Développement en Compétition (ODC), la cérémonie de remise de ces prix et diplômes est parti du constat selon lequel les togolais du pays ou de la diaspora ont certes les moyens mais hésitent à apporter leurs soutiens à leurs communautés. C'est donc pour encourager ceux qui ont déjà des actions et inciter par la suite les compatriotes qui

hésitent encore à apporter leur contribution aux populations de leur localité que ce prix a été initié.

Gervais DJONDO de la compagnie panafricaine ASKY en passant WONA Germain, Dr Michel KODOM de Aimes Afrique, Togbui Mawouko AKLASSOU IV et Afia MALA pour ne citer que ceux ci, ont eu le mérite d'être primés et de porter le titre de Champion de développement 2014.

Pour ABOKA Kossi, Président de la délégation spéciale du golfe et Président de l'association Opération Développement en Compétition, il est plus qu'important et il est important d'honorer ceux qui se battent pour le développement de leur communauté : **« Il y a des gens qui ont les moyens, mais qui ne sont même pas arrivés à construire ne serait-ce qu'une latrine dans leurs communautés. Nous devons dépasser l'idée politique et faire ce qui, à nos yeux est importante et profitable à tous. Même si c'est un centre de santé que tu as construit dans ta zone, c'est aussi un fait louable, tu auras fait ta part dans le développement de ta localité et ta communauté te sera reconnaissante. Ce sont ces genres d'actions qu'on récompense »**. Dans le cadre des actions de



Richard AZIAGUE recevant le diplôme d'excellence au nom, du journal L'Indépendant Express

l'ODC, une compétition a été lancée entre les Comités de Gakli Djidjolé qui s'en est sorti avec le trophée du meilleur acteur



Développement de Quartier de Lomé et de ses environs. Cette compétition avait pour objectif d'inciter les responsables de ces CDQ à faire mieux. A la fin, c'est le Comité de Développement de Quartier de

de développement. Pour les responsables du CDQ d'Agbalépédo, « ce prix ne signifie pas la fin des efforts mais plutôt il vient apporter beaucoup plus d'oxygène à nos actions ». Le prix du meilleur acteur de déve-

loppement n'est qu'à sa première édition. Pour rappel, plusieurs médias (radios, Télé et presse écrites) ont aussi été primé dont votre journal "L'Indépendant Express". La rédaction du journal L'Indépendant Express a exprimé sa reconnaissance et a salué l'esprit de cette initiative : « Elle permet d'encourager ceux qui se battent et identifiés comme tels pour la cause du développement socioéconomique du Togo, et crée l'émulation au sein des populations... nous continuerons à apporter notre partition à travers la presse qui est vecteur du dévelop-

pour un développement harmonieux du pays... » a confié le Directeur du journal à une radio de la place.

Richard AZIAGUE.

Prélude au Sommet de l'UA

Depuis Addis-Abeba, Robert DUSSEY expose sur la Paix et la sécurité

En prélude au prochain sommet de l'Union Africaine qui se tiendra à Addis Abeba, siège de l'UA, le patron de la diplomatie Togolaise a adressé un message à ses pairs et aux dirigeants des Etats Africains depuis la capitale éthiopienne, siège de l'UA. Dans son discours, Robert DUSSEY est revenu sur les différents foyers de tension sur le continent en faisant allusion à AQMI et la secte islamique Boko Haram. Le ministre des affaires étrangères et de la coopération du Togo salut aussi les pays du Bassin du Lac Tchad et de la République du Bénin dans la mise en place d'une Force multinationale mixte (FMM) ainsi que l'engagement du Tchad dans la région. Voici l'intégralité du discours.

PAIX ET SECURITE

Monsieur le Président, Aujourd'hui encore les menaces liées à la paix et à la sécurité sur notre continent sont énormes et méritent une attention particulière si nous voulons réellement le défi du développement à travers nos projets. Aux foyers de tension qui se sont multipliés sur le continent, s'ajoutent désormais de nouvelles menaces transnationales entretenues par des mouvements terro-

ristes qui, au nom d'une quelconque religion ou idéologie, menacent même l'existence de nos Etats.

L'instabilité grandissante de la région du Sahel où sévit le mouvement islamiste Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI), les activités déstabilisatrices du Mouvement AL Shabab en Somalie avec des incursions de plus en plus récurrentes au Kenya, ou encore la menace Boko Haram dans le Nord du Nigeria et du Cameroun, nous invitent à une



mobilisation rapide et à l'action. Monsieur le Président, Face à la montée en puissance des groupes terroristes qui se jouent des frontières et entravent le développement de notre continent, le Gouvernement togolais voudrait lancer un appel pressant à la mutualisation de nos efforts

en adoptant des stratégies régionales communes afin de mettre hors d'état de nuire ces mouvements terroristes. Dans cette logique je voudrais me réjouir de l'adoption de la stratégie de l'UA pour le Sahel dont l'objectif est de trouver une réponse concrète aux défis sécuritaires et

de développement de toute cette région.

Il est plus qu'une urgence Monsieur le Président, de nous engager dans une synergie d'action régionale pour mettre fin à la folie meurtrière de la secte islamiste Boko Haram qui fait des ravages dans les pays frères du Nigeria et du Cameroun. Il y a donc nécessité de mettre en place une Force inter-régionale, CEDEAO-CEEAC capable de lutter efficacement contre Boko Haram.

Tout en saluant l'initiative des pays du Bassin du Lac Tchad et de la République du Bénin de mettre en place une Force multinationale mixte (FMM) ainsi que l'engagement du Tchad dans la région, je voudrais nous inviter à l'action afin de pacifier très rapidement les régions qui sont sous l'emprise de Boko Haram. Je vous remercie

Santé & Sexualité

Pornographie: comment protéger ses enfants des dangers d'Internet?

Avec Internet et les smartphones, les jeunes sont soumis de plus en plus tôt à la vision de scènes classées X. Qu'ils les recherchent... ou pas. Les conseils de Marie Marvier, psychanalyste, pour en limiter les effets.

Le porno à la portée des enfants? Une réalité qu'on aurait préféré ne jamais connaître. Hélas, il faut se rendre à l'évidence, il est impossible d'en protéger complètement les jeunes. Le problème ne vient d'ailleurs pas tant des images qu'ils recherchent -rarement avant la puberté- que de celles qui leur déboulent dessus à l'improviste: publicités trash sur les plateformes de téléchargement, vidéos circulant sur les smartphones à la récréation, voire sites X qui piratent des adresses inoffensives et envahissent soudain l'écran... Une seule solution, donc: limiter les effets.

Pour chacun d'entre nous, la sexualité est affaire de représentations. J'entends par "représentations", les images qui ont accompagné notre enfance en fantasme, depuis les scènes que, déjà tout petit, nous imaginions se dérouler derrière la porte de la chambre des adultes, jusqu'aux photos glanées à la puberté dans des magazines de charme... Tout une imagerie éclectique, avec une caractéristique commune à notre génération de parents: nous en savions moins et imaginions donc plus.

L'effet anxiogène et inhibant de la pornographie

Avec l'arrivée d'Internet et des smartphones, la donne a changé. Les enfants sont aujourd'hui exposés très tôt à des images crues, explicites. A peine avons-nous le temps de leur raconter la "petite graine", qu'ils savent déjà "tout". Du moins le croient-ils, et c'est bien le problème. Car la pornographie est à la sexualité ce qu'est la télé-réalité aux relations humaines. Une caricature scénarisée, souvent dégradante pour les femmes, et axée sur la performance pour les hommes. Elle abolit le lien, le préluce amoureux, et ne montre qu'un passage à l'acte outrancier. Le sexe comme une gymnastique et non comme l'expression d'un imaginaire.

Les conséquences en sont très différentes sur les enfants prépubères et les adolescents. Chez les premiers, tout ce qui touche au sexuel est refoulé dès l'âge de 5 ou 6 ans -après "oedipe", selon la terminologie freudienne. L'enfant veut oublier le sexe, et notamment le sexe entre ses parents. Or, la pornographie peut le conduire à confondre ces images avec l'acte charnel dont il est le fruit. Il s'expose alors à s'imaginer issu d'une relation violente et sans amour.

Les adolescents, eux, envisagent déjà leur propre sexualité à venir. Ils risquent de prendre la pornographie pour argent comptant et de s'attendre à vivre la même chose. S'ensuivent angoisses de performance et complexes physiques. Ces images deviennent alors leur mètre-étalon -on pourrait presque écrire "maître étalon". Des stéréotypes dont on devine l'effet anxiogène et inhibant sur une sexualité balbutiante.

Instaurer le contrôle parental et répondre aux questions sans tabou

Comment réagir? Comment limiter la portée du porno? On peut bien sûr commencer par instaurer le contrôle parental sur l'ordinateur familial, mais surtout, en matière d'éducation sexuelle comme en matière d'éducation tout court, rien ne vaut le dialogue. Les questions arrivent toutes seules, inutile de devancer. A chaque âge, ses sujets et son vocabulaire. Il suffit de répondre, avec leur mots à eux. Sans insister. Hélas, dans beaucoup de familles, le sujet reste tabou. Or c'est un fait, enfants et ados s'interrogent et cherchent des réponses. Il vaut mieux qu'ils les trouvent dans leur famille que sur Internet, en quête de modèles à imiter pour pallier leur ignorance.

Les aider à comprendre ce qu'ils ressentent et dédramatiser

Nous pouvons aussi anticiper et simplement expliquer ce qu'est le "hard" et la différence avec la vie réelle, l'amour, le mystère du corps de l'autre. Leur dire que les acteurs prennent du Viagra, que les actrices possèdent des silhouettes modelées par la chirurgie esthétique, qu'à l'instar de toute fiction, les films X se servent de trucages. Autrement dit, démystifier.

Enfin, il est important de les encourager à identifier et à nommer ce qu'ils ressentent, notamment face à aux images violentes des séries, des films ou des infos. Ils comprendront mieux le déferlement d'émotions contradictoires -excitation, gêne, peur- qui les submergera lorsqu'ils se trouveront seuls face à une scène classée X. Les comprenant, ils en seront moins victimes.

Mais surtout, ne dramatisons pas. De toutes les images qu'il rencontre, un enfant ne retient que les modèles qui lui paraissent les plus crédibles par rapport à ses interrogations du moment. "Comment entre-t-on dans une relation sexuelle?" se demande-t-il. Qu'il ait vu ou non des images choquantes, il adoptera toujours pour lui-même des comportements qui n'entrent en contradiction ni avec son expérience, ni avec ses connaissances, ni avec ses valeurs. Et sur ce dernier point, l'influence parentale s'avère majeure.

Bouffée de rire

Une nymphomane en proie à des crises aiguës se promène dans la rue.
Tout à coup elle a une très très grosse envie; il faut absolument qu'elle baise.
Elle frappe à toute les portes mais il n'y a personne.

Alors elle rentre dans une église.
Il n'y a pas de messe à cette heure-là mais le curé est présent.
- Que désirez vous ma fille?
- Oooooooooooh toi ! Je te veux. Prends-moi !!!
- Je vous demande pardon ?!?!?!?
- Prends moi toute, je te veux, rhaaaaaa !! baise moi !!
- Mais enfin, ma fille, vous êtes dans la maison de dieu !!
- Je m'en fous, je veux que tu me prennes là maintenant. Prends-moi!!!!
- Mais je ne peux pas je suis prêtre.

La fille s'allonge sur l'autel et se déshabille.
Elle est superbe et elle se caresse.
Le curé ne sait plus quoi faire, il transpire et commence à avoir des bouffées de chaleur.
Il se tourne alors vers la croix de Jésus et lui demande :
Jesus aide moi, que dois-je faire ?

Et Jesus repond :
- Mais détache moi connard, détache moi !"

Le 4ème Pouvoir
L'Indépendant
Journal Togolais d'Informations Générales
d'Analyses Politique et de Publicité **xpress**

L'actualité continue sur
www.independantexpress.com

Pharmacies de Garde Du 26/01/15 au 02/02/15

JEANNE d'ARC Près de Marox-Renault-Star 22 22 08 01	ACTUELLE Route de Ségbé Quartier Sagbado - Adidogomé 22 51 11 72
Ste RITA Doulassamé - Face Hôtel SANA 22 20 90 16	MATHILDA Route PATASSE - Lomégan - ODEF 22 51 15 34
OCEANE Rue OCAM 22 22 62 77	NATION Face ancien Marché TOTSI 22 25 99 65
OLIVIERS Bd. Houphet Boigny 22 27 04 34	EL SHADAI Face Ecole Théologie ESTAO 22 51 44 25
ESPERANCE Av F.J. STRAUSS, Face Ecole Française Nyékouakpoé (Rue Adjololo) 22 21 01 28	ENOULI Station d'Agbalepedogan 22 25 90 68
PATIENCE Tokoin Gbadago 22 21 60 94	LAUS DEO Route de Léo 2000, face clinique Besthesda - quartier Adidoadin 22 25 15 05
BON SECOURS Rue du Grand Collège du Plateau - Cassablanca 22 20 76 30	ADONAI Face Hôtel la Plantation à Agoè-Nyivé 22 50 04 05
JUSTINE Bd des Armées - Tokoin Habitat 22 21 00 01	CHARITE A côté du CEG d'Agoè-Nyivé 22 25 12 60
YEM-BLA Av. Akéi face à la Résidence 22 26 76 51	SHALOM Agoè-Cacaveli, non loin de BKS. Sur la route Agoè-Adidogomé 22 51 87 60
INTERNATIONALE Sise Marché de Hedzranawoe "Asiyeye", Boulevard du Haho 22 26 89 94	EMMAÜS Sur la route de Mission Tové à côté du Bar Solidarité 22 51 29 19
KOUESSAN face du stade de Kegué 23 20 04 57	VERSEAU Près maison Bateau Baguida 22 27 34 53
KLOKPE Derrière la Foire Togo 2000 - Quartier Atiégoou 22 61 42 42	DE L'EDEN Route d'Aneho, face cité Baguida 22 52 13 98
MAWULE Bè-Kpota (Anc. Pharmacie du Rond-Point Gakpoto) 22 27 11 21	
SARAH Près du centre de santé d'Adakpamé 22 27 09 25	
ADIDOGOME Face au camp 2ème RI d'Adidogomé 22 50 54 85	
SILOE Carrefour Aflao Apédokoe Atigangomé 22 33 82 87	

Le micro de l'Indépendant Express

Les togolais sont très révoltés contre les Nigériens IBO

Célèbres dans les coups de cybercriminalité, présentés comme de véritables cannibales soupçonnés de mener des pratiques malsaines et d'appartenir à des sectes nuisibles, la communauté ibo au Togo a été souvent sujette de méfiance. Néanmoins, ces dernières années, ils ont réussi à s'intégrer dans la société togolaise par l'entremise de leur commerce. Cette intégration n'est pas encore parfaite, et vient d'être remise en cause. La découverte macabre de la semaine dernière à Bè-Kpota d'une jeune fille jetée dans un puits au domicile du jeune psychopathe nigérian nommé Christian vient tout simplement démentir le changement apparent de ces derniers. Suite à la colère qui a vu saccager et brûler sa maison, la population s'exprime de vive voix à travers le micro de l'Indépendant Express.

Que dites vous de l'implantation de la communauté ibo au Togo ?

Érica : Ce sont eux qui occupent en grande partie le marché de Hédzranawoé. Je crois que ce sont eux qui aident les gens à trouver des habits moins chers ainsi que les chaussures. Je ne saurais dire si tous commettent des forfaits au delà du commerce. Mais je trouve inhumain cet acte posé.

Nestor : Moi depuis fort long-

temps, j'avais toujours une crainte pour les ibo. On a comme l'impression qu'au Togo, on a donné une large opportunité à des étrangers de faire du n'importe quoi. Oter la vie d'un être humain, cela relèverait d'une méchanceté totale. Ceci doit aussi servir de leçon pour les jeunes filles matérialistes, obsédées par les biens matériels et qui ne prennent pas le temps d'analyser un certain nombre de choses avant de s'aventurer. Je souhaite que les autorités réglementent sérieusement la venue des Ibo au Togo.



Patricia : Evidemment Christian doit être poursuivi à la justice et condamné. Bref que la justice fasse son boulot. Si nous sommes tous égaux devant la loi, alors tout le monde est libre de s'implanter là où il veut mais cela ne donne pas le droit à quiconque de commettre un meurtre.

Pacôme : Je voudrais souligner que ce n'est pas la première fois que ceci se passe. Ce sont des

pratiques malheureusement mondiales. Et nous chrétiens, nous devons tout simplement faire attention car ce sont des gens qui croient en d'autres divinités. Ils sont dans des sociétés secrètes pour la plupart. On leur interdit parfois de coucher avec des femmes ou on leur recommande parfois de manger la chair humaine. C'est tout simplement horrible. Je prierais mes compatriotes togolais d'être vigilants et de

coopérer avec les forces de l'ordre afin de démanteler tout réseau ou groupe installé sur le territoire pour faire du mal aux citoyens.

Ibrahim : Je pense que la présence de la communauté ibo au Togo est une bonne chose parce que nous sommes dans un pays laïc ou il y a une pluralité ethnique. D'ailleurs les ibo apportent énormément à l'économie togolaise à

travers leurs friperies

Donné : Le Togo est aussi un pays respectueux en matière de droit de l'homme. Donc si les ibo veulent continuer par y vivre, tout en jouissant de leur hospitalité, il faut quand même qu'ils apprennent à respecter les togolais. Si aujourd'hui on parle des ibo, demain c'est toujours les mêmes personnes, il va falloir comprendre qu'il y a un problème. Je suis très profondément attaché au respect de la vie humaine que Dieu seul donne. Bref nul n'a le droit de retirer à qui que ce soit le souffle de vie pour quoi que ce soit. On doit les châtier pour décourager les autres. Ça fait vraiment pitié. Je pense malheureusement que dans ce pays, qu'on protège plus les étrangers que les citoyens. Je n'ai rien contre les ibo et je sais qu'ils ne sont pas tous pareils.

Propos recueillis par Hervé A.



AVIS A LA CLIENTELE



La Direction Générale de la Compagnie Energie Electrique du TOGO (C.E.E.T.) informe son aimable clientèle qu'en raison des travaux de maintenance sur ses ouvrages électriques, la fourniture du courant électrique sera interrompue dans les quartiers, zones et localités suivants selon le programme ci-après :

Mercredi 28 janvier 2015 :

22h 00 à 00 h 00 et Jeudi 29 janvier de 08h 00 12h 00 : Toute la ville de Tsévié, Davié, Péage Davié, Diamond Ciment, Voltic, White Way, Darégal Equatorial, EET, Togocel et Moov Service, Planification Tsévié, Station Oando, CMS Davié Ferme Anénou, Adéttikopé, Forage TDE d'Avédji, Champ de tir, SORAD Agoé, Tonoukoti, Tsikplonoukopé, Cité des déplacés, Service Amical, Déchets Plastiques, Entreprise Chinoise, Route de Contournement et leurs environs.

08h 00 à 12h 00 : Attiéguou, MoovAttieguou, Lycée Attiéguou, Société SMAT, Club Hippique, Direction Centre Scout et leurs environs.

08h 00 à 16h 00 : Tokoin Collège Protestant, Ecole des Auxiliaires Médicaux, Ecole des Sages-Femmes, Station d'essence Shell et Sun Agip, Tokoin Habitat et Séminaire, Avenue de la Victoire, Boulevard des Armées, CHU Sylvanus Olympio, Total Kodomé, Radio Légende Fm, Pharmacie Avé Maria, Ecole Alfa, Etat Civil, Restaurant Pizzar, Comelec, Ambassade d' Egypte, Direction de la Météo et leurs environs.

8h 30 à 9h 15 : Wonyomé-Ségbé, Sagbado et leurs environs

Jeudi 29 Janvier 2015 :

08h 00 à 12h 00 : Kégué, Marché de Kégué, Djagblé, Kélégougou, Zogbédjé, et leurs environs.

Vendredi 30 janvier 2015

Agoè Adjougba, EPP Adougba et leurs environs.

Samedi 31 janvier 2015 :

08h 00 à 12h 00 : Dabara Kondji, CEG Dabara Kondji, Dabara Kondji Colas, Nétadi, Hôtel Bijou, Attiéguou Adidomé, Attiéguouvi et leurs environs.

A cet effet, la CEET recommande toujours que les appareils soient débranchés lorsqu'une coupure intervient et ne soient remis en service qu'après le retour de l'électricité.

La Direction Générale présente ses excuses aux clients des quartiers, zones et localités concernées par le désagrément et les remercie pour leur compréhension et leur fidélité.

Lomé, ... 26 JAN. 2015



LA DIRECTION GENERALE

Dr Gérard DJETELI